

**Michel Husson (membre du Conseil Scientifique d'Attac)**

## **LA THATCHERISATION DE L'EUROPE**

**Politis n°761, 24 juillet 2003**

Dans son livre *Capitalisme contre capitalisme* publié en 1991, Michel Albert avait popularisé la distinction entre un capitalisme « rhénan », plutôt social et régulé, et un capitalisme « néo-américain » plutôt libéral et sauvage. Quand on observe les processus de « réformes » des deux côtés du Rhin, on peut se demander si, comme le redoutait Robert Boyer, le mauvais capitalisme n'est pas en train de chasser le bon.

L'Allemagne, qui était pourtant censée donner son style à la construction monétaire européenne, est la première à en payer le coût. Le cercle vicieux est le suivant : le mark a été gelé au sein de l'euro selon un taux de change qui reflétait une hégémonie économique alors déjà obsolète. La suprématie industrielle a été remise en cause, l'excédent commercial peu à peu rabaissé par l'unification. L'inflation est basse, frise la déflation, ce qui conduit, monnaie unique oblige, à des taux d'intérêts réels élevés qui contribuent à déprimer encore l'activité. Le chômage, en route vers les cinq millions, et le freinage des salaires ont pour effet une stagnation du marché intérieur jamais observée lors des précédents replis de la conjoncture. Comme en France, la baisse des impôts des riches ne dope ni leur consommation (c'est le taux d'épargne qui monte), ni leur esprit d'entreprise, puisque l'investissement recule. On baigne en pleine absurdité : la baisse purement dogmatique des impôts d'un côté, le creusement du déficit budgétaire de l'autre, prennent en sandwich les budgets sociaux qu'il s'agit de réduire encore. C'est, avec le salaire direct, la variable d'ajustement privilégiée. L'heure est donc à une véritable offensive contre l'Etat social dans le pays qui en était une incarnation donnée en modèle.

Tel est bien le but du programme Agenda 2010 que la coalition rouge-verte est en train de mettre en oeuvre, avec l'assentiment implicite du patronat et de la CDU. Cette entreprise de « démontage » d'un modèle social se déploie dans un climat quasi-hystérique de dénonciation du blocage des réformes (*Reformstau*) de la part des syndicats. Déstabilisé, IG Metall vient de jeter l'éponge dans le bras de fer qui l'opposait au patronat sur la question des 35 heures dans la métallurgie est-allemande.

Les principales mesures du paquet évoquent irrésistiblement le programme de Raffarin : 1) assouplissement du droit du licenciement ; 2) réduction des indemnités de chômage ; 3) réforme de la santé avec un cocktail de « déremboursement », de fiscalisation, de baisse des cotisations et de suppression de toute contribution patronale à l'assurance-maladie ; 4) nouveau recul, de 65 à 67 ans, de l'âge de départ à la retraite.

Certains ont pourtant cru déceler un possible retour à Keynes<sup>1</sup> parce que le programme de Berlusconi pour la présidence européenne évoque « un soutien plus efficace de l'économie grâce à l'intensification des investissements publics ». C'est oublier qu'il y a dix ans, dans une conjoncture analogue, Jacques Delors avait publié un *Livre blanc* qui, lui aussi, annonçait de grands travaux dans les autoroutes de l'information, et des millions d'emplois. Berlusconi prend d'ailleurs de rappeler le dogme, en affirmant que la « modernisation des marchés du travail » est l'« unique moyen de garantir le plein emploi aux citoyens », même s'il se garde de reprendre son slogan de « Maastricht des retraites ». Il semble surtout soucieux de mettre à profit ses six mois de présidence pour ouvrir quelques chantiers : parmi les projets prioritaires, on trouve la liaison ferroviaire Lyon-Turin ou le tunnel du Brenner.

Sur le fond, il faut bien comprendre qu'un compromis « keynésien » est absolument hors de portée aujourd'hui, pour des raisons structurelles : les grands groupes n'ont pas d'horizon européen spécifique, l'alliance entre capitalistes et rentiers ne subit aucune pression sociale d'ensemble, et les instruments mêmes d'une véritable coordination n'existent même pas. Plutôt que d'un retour à la sagesse keynésienne, on assiste au contraire à une véritable fuite en avant,

---

<sup>1</sup> Serge Marti, « L'Europe mise sur Keynes pour doper la croissance », *Le Monde*, 8 juillet 2003.

parce que la radicalisation ultra-libérale est la seule issue aux contradictions, aux manques, et à l'absence de légitimité de la construction européenne réellement existante. Le rôle actif de la social-démocratie européenne dans ce processus souligne l'absence d'alternative réelle au sein des classes dominantes. Elle devra donc venir d'ailleurs.